

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE



Crédit photo : Rachel Haderlé, ISYEB - MNHN via OMMAG

BRETAGNE



12ème édition - Session interdisciplinaire 2 jours
Jeudi 27 et vendredi 28 mars 2025
Saint-Malo



www.mer.gouv.fr/la-mer-en-commun

**Droit de la mer, droits océaniques, droits de la nature
27 & 28 mars 2025 - Saint-Malo, Bretagne.**

**Dans le cadre de l'Année de la Mer, cette session
interdisciplinaire a obtenu le label
"La Mer en Commun"**




MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

LA
MER EN
COMMUN

ANNÉE DE LA MER

www.mer.gouv.fr/la-mer-en-commun

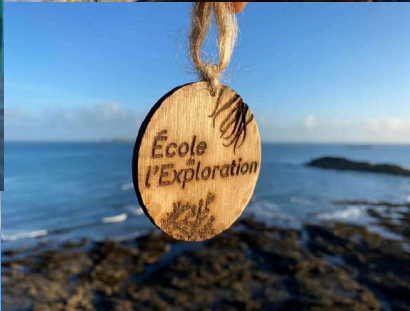


COMPRENDRE

PARTAGER

S'ENGAGER

POUR LA MER



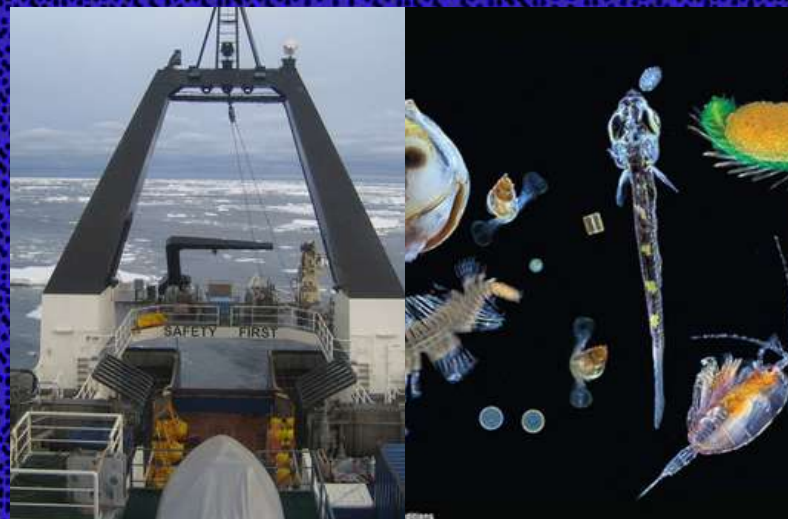
01 ÉDITO

02 INTERVENANT(E)S & ÉQUIPAGE

03 RESSOURCES

04 AGENDA, INFOS & INSCRIPTIONS

© Crédit Photo : IPEV.



© Crédit Photo : Tara Océans



© Crédit Photo : Rachel Haderlé. ISYEB - MNHN via OMMAG

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





Crédit photo : L'École de l'exploration

DÉFIS & ENJEUX (1/2)



© Crédit Photo : Herbiers marin de Méditerranée, Ifremer

Les enjeux juridiques liés aux mers et aux océans sont multiples : la souveraineté des espaces maritimes, la liberté des mers, la préservation et la protection du milieu marin, la gestion des ressources halieutiques, l'exploitation des fonds marins ou encore la recherche scientifique.

Les espaces maritimes, source de convoitise (nodules polymétalliques, ressources génétiques de la colonne d'eau) et lieu d'activités diverses (navigation, commerce, transport, exploitation des ressources biologiques de la mer) appellent un encadrement juridique approprié. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer signée à Montego Bay en 1982 ou « Constitution pour les océans » en tant qu'outil juridique universellement reconnue par la Communauté internationale propose cet encadrement. La ratification du traité international sur la haute mer (BBNJ), la tenue d'une Convention des Nations Unies sur l'Océan en juin 2025 à Nice matérialisent l'engagement et la volonté des États à renforcer la réglementation internationale en matière de sécurité maritime, de gestion des ressources marines et de protection de l'environnement marin.

L'urgence climatique liée à celle de la perte de la biodiversité ont conduit les États à établir la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et celle de la biodiversité écologique (CBD) en 1992 au sommet de la Terre à Rio. Lors de la COP15 à Kunming-Montreal en 2022, un objectif volontariste de 30 % des terres et mers protégées en 2030, a été ratifié. Dans cet objectif de protection de la biodiversité marine et de gestion durable des activités marines, l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale doit permettre de créer des aires marines protégées à grande échelle en haute mer.

DÉFIS & ENJEUX (2/2)

© Crédit Photo :
Herbiers marin de Méditerranée. Ifremer



Les nouveaux défis tels que l'évolution et l'intensification des activités maritimes, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dite pêche INN, le changement climatique appellent à faire évoluer le droit de la mer et à reconsidérer les besoins de réglementation en particulier en matière de protection du milieu marin. Les 40 ans de la Convention de Montego Bay sont l'occasion d'une réflexion sur l'évolution de la pratique du droit de la mer au regard des nouvelles préoccupations et des enjeux contemporains (nouveau modèle de gouvernance, préservation et "utilisation" durable des océans).

De manière générale, l'engagement en faveur de la préservation et la protection des Océans n'impliquerait-il pas de conférer des droits à la nature ? Dans ce sens, une réflexion sur les droits de la nature et actions liées aux « droits » du monde vivant et du non vivant, donc du "vital" sur terre doit être menée. Les questions autour du droit du littoral, des peuples littoraux et peuples autochtones, aux droits liés aux changements et risques environnementaux doivent faire également l'objet de notre attention.

Compte tenu de l'importance de la protection de l'environnement marin, trouver de nouvelles formes de coopérations internationales impliquant une démarche transversale et complémentaire des disciplines juridiques, politiques et scientifiques liées à l'Océan et rassemblant une très large communauté est indispensable : pour les « Droits de l'Océan », pour les « Droits des générations futures ».



Par Clémence Billot.
Juriste & membre de
l'École de l'exploration

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



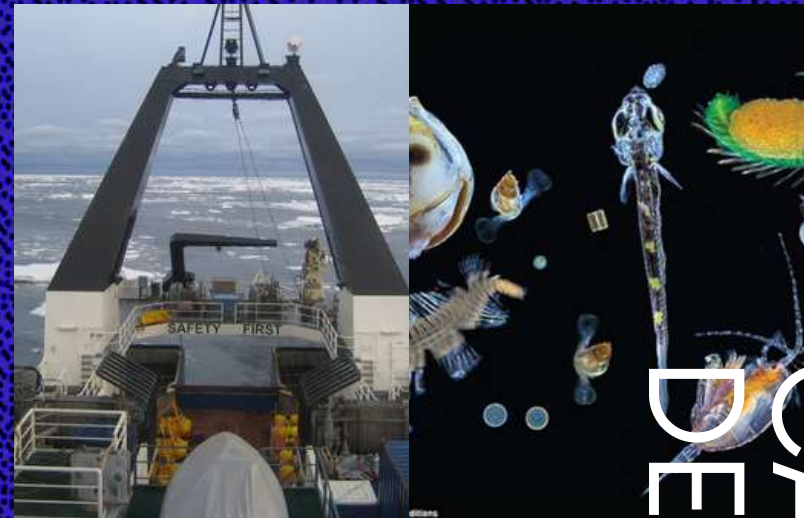
01 ÉDITO

02 INTERVENANT(E)S & ÉQUIPAGE

03 RESSOURCES

04 AGENDA, INFOS & INSCRIPTIONS

© Crédit Photo : IPEV.



© Crédit Photo : Tara Océans



© Crédit Photo : Rachel Haderlé. ISYEB - MNHN via OMMAG

CARNET DE BORD

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



"Les hommes & les femmes qui voient le monde depuis la mer, perçoivent et connaissent des choses du monde que les autres ne voient pas."



Qui intervient ?

Les intervenant(e)s sont chercheurs, élus, acteurs des milieux marins, pêcheurs, artistes, entrepreneurs, réalisateurs, journalistes, porteurs de projets, acteurs économiques et locaux,...

Qui participe ?

Issus de la société civile, les personnes qui participent aux sessions de l'École de l'Exploration viennent de Bretagne, des littoraux et d'ailleurs...

Tous réunis par la volonté d'agir pour la mer et l'océan, la diversité des participant(e)s permet une grande richesse dans les échanges & ateliers en commun.

©Misha Golebska pour l'École de l'exploration

~ Faire équipage ~



L'école de l'exploration est une communauté d'apprentissage, de recherche et d'action dédiée à la mer et l'océan.

Née à Saint-Malo en juin 2021, elle réunit des acteurs de tous bords pour explorer le monde depuis la mer et mettre en commun savoirs et connaissances pour des sessions pluridisciplinaires de 2 jours sur le littoral et en mer.

Elle initie aussi des projets de recherche à l'interface science & société avec des acteurs de la recherche et du monde associatif.

C'est une association loi 1901.

LES INTERVENANT(E)S



Julia Jordan



Sandrine Barbier



Clémence Vazard



Victor David



Anne Choquet



Alice Thomasset



Adeline Terpo



Mamadou Faye



Emma Lelong



Volcy Boilevin

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





© Crédit photo : Sandrine Barbier

Sandrine Barbier

Paris

Directrice adjointe des affaires juridiques, en charge du secteur droit international public, droit international pénal et droit international de la mer du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Docteur en droit public, Sandrine Barbier a réalisé une thèse sur "La garantie en droit international public". Elle a contribué à l'étude de la fonction exécutive en droit international » en 2010. Elle a un diplôme d'études approfondies en droit des relations économiques internationales et communautaires, de l'Université Paris X-Nanterre, 1994-1995.

Rédactrice à la direction des affaires juridiques du ministère de l'Europe et des affaires étrangères au sein de la sous-direction du droit international public, 2004-2010. Chef de bureau (Affaires juridiques internes du ministère de l'Europe et des affaires étrangères), 2010-2014. Auditrice de la session à mi-carrière de l'Institut diplomatique et consulaire (promotion « Liberté, j'écris ton nom »), 2014-2017. Chef de la mission des accords et traités, à la direction des affaires juridiques du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, 2014-2019.

Elle est directrice adjointe des affaires juridiques du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, en charge du secteur droit international public, droit international pénal et droit international de la mer, depuis janvier 2019.

INTERVENANT(E)S



Source : Autorité Internationale des Fonds Marins / International Seabed Authority



Source : United Nations. BBNJ adoption, NYC. June 2023 19th



© Crédit photo : Anne Choquet.

Anne Choquet



Enseignante Chercheure en droit à l'Université de Bretagne Occidentale, laboratoire AMURE

Anne Choquet est enseignante chercheure en droit à l'Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale (UBO).

Présidente du Comité National Français des Recherches Arctiques et Antarctiques (CNFRAA), elle est aussi vice-présidente du Comité Bretagne Occidentale de l'Institut Français de la Mer (IFM).

Spécialiste du droit de la mer et du droit des régions polaires (Antarctique et Arctique) tant en matière de protection de l'environnement que de gestion des activités humaines (tourisme, exploitation des ressources minérales et biologiques...).

Elle est également membre du Comité de l'Environnement Polaire.

INTERVENANT(E)S



Université de Bretagne Occidentale



©Crédit photo : Antarctique



DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





Emma Lelong

🚢 Brest

Chercheuse, docteur en droit de la mer et des activités maritimes

Après une double licence en histoire et science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, j'ai décidé de me spécialiser dans le droit des activités maritimes à l'université de Bretagne occidentale, à Brest. Ma thèse de doctorat portait sur la question de la protection de la mer Méditerranée par le statut juridique, en lien avec le patrimoine commun et les droits de la nature. Je travaille aujourd'hui comme ingénieure de recherche en droit pour le consortium Share The Ocean sur les collisions entre les cétacés et les navires.

En parallèle, j'ai été pendant plusieurs saisons monitrice de voile au centre nautique de Fouesnant, dans le Finistère sud. Je continue aujourd'hui à naviguer à mes heures perdues, surfer et apprécie tout particulièrement les balades au bord de la mer. Share The Ocean est un consortium de recherche transdisciplinaire qui croise la biologie, les mathématiques, l'architecture navale et le droit afin de créer un outil de modélisation des collisions entre les cétacés et les navires, qui permet d'établir un zonage de protection applicable au transport maritime ou aux grandes courses à la voile.

Lien profil HAL & thèse : <https://cv.hal.science/emma-lelong>



© Crédits photos : Emma Lelong

INTERVENANT(E)S

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUE, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





Mamadou Faye

⚓ Dakar, Sénégal

Spécialiste de la gestion durable des pêches Afrique de l'Ouest

Monsieur Mamadou Faye, né en 1959 à Hann Pêcheurs (Dakar, Sénégal), est un expert en gestion des ressources halieutiques et en sécurité en mer. Titulaire d'une Licence en Sciences naturelles (UCAD), d'une Maîtrise en biologie et d'un DEA en océanologie (UBO, France), il a enseigné les SVT pour des techniciens des pêches pendant plus de 20 ans.

Il a occupé des postes clés, notamment Directeur des études au CNFTP, Directeur du Centre de pêche de Missirah, et Chef de divisions stratégiques au Ministère de la Pêche. Consultant pour des projets FAO, PRAO, RAMP, et la Banque Mondiale, il a élaboré des plans de gestion d'aires marines protégées, formé des acteurs aux techniques de pêche artisanale, et contribué à des initiatives pour limiter les captures accidentelles d'espèces protégées. Monsieur Faye incarne l'excellence en gestion durable des pêches en Afrique de l'Ouest.



©Crédit photo pêcheurs des côtes sénégalaises : Mamadou Faye



©Crédit photo : Julia Jordan

Julia Jordan



Brest

Directrice adjointe direction technique risques, eaux et mer du Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement)

Passionnée par la mer, Julia Jordan est directrice adjointe risques eaux et mer au Cerema, établissement public à gouvernance partagée Etat - Collectivités au service de l'adaptation des territoires au changement climatique. Avant de rejoindre le Cerema, elle était conseillère élus locaux et collectivités au cabinet d'Annick Girardin, ministre de la mer. Formée à l'institut de géographie de l'université de Nantes, elle est ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement et a notamment travaillé sur la planification spatiale maritime.

Le Cerema est le seul établissement public à embrasser l'ensemble des enjeux littoraux, maritimes et fluviaux. Il contribue à assurer la sécurité et le développement durable des activités maritimes et fluviales en maîtrisant leurs pressions sur l'environnement, et s'engage pour l'adaptation des territoires maritimes et littoraux aux évolutions du climat.



©Crédit photo : Cerema. Erosion littorale et côtière





©Crédit photo : Volcy Boilevin



Thèse financée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Volcy Boilevin

 Nantes & Biarritz

Doctorante en planification spatiale maritime à Nantes Université.

Doctorante en 3^e année à Nantes Université, ma thèse porte sur l'intégration des objectifs et mesures de protection de la biodiversité marine dans les documents de planification de l'espace maritime. Je suis financée par le projet Horizon Europe MSP4BIO (« La planification spatiale maritime pour la biodiversité »).

Ma recherche explore les différences entre les plans marins des États membres de l'Union européenne, l'application de directives européennes dans les documents de planification en France métropolitaine et le positionnement du grand public sur la planification maritime lors des récents débats publics « La mer en débat ».

Mon expérience au sein d'ONG, notamment avec Sea Shepherd Conservation Society où j'ai participé à une campagne en mer contre la pêche illégale au Mexique, nourrit mon engagement pour une meilleure protection des écosystèmes marins.



Source : The European Maritime Spatial Planning Platform.

INTERVENANT(E)S



© Crédit photo : Alice Thomasset

Faculté de Droit
et
Science Politique
UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

UBO
Université de Bretagne Occidentale

Alice Thomasset

📍 Brest & Rochefort

Juriste en droit de la mer et des activités maritimes

Je m'appelle Alice, j'ai 23 ans et je viens d'être diplômée d'un Master en Droit de la mer et des activités maritimes de l'Université Côte d'Azur. Passionnée depuis toujours par le milieu marin, j'ai eu la chance de ne jamais être loin de la mer en grandissant et au cours de mes études. La crise climatique et l'érosion de la biodiversité n'ont fait que renforcer ma volonté de m'impliquer autant que possible dans sa protection.

J'ai rédigé un mémoire qui porte sur les diatomées arctiques, qui composent le phytoplancton. Dans le cadre de ce travail, j'ai cherché à comprendre comment le droit pouvait protéger ces microalgues invisibles à l'œil nu, qui sont d'une importance fondamentale pour l'océan et le climat.

Ce qui m'a particulièrement plu dans le droit de la mer, c'est qu'il permet de s'intéresser à des sujets très variés et parfois techniques. Par exemple, pour analyser le droit de l'environnement marin et identifier ses dysfonctionnements, il est indispensable de comprendre cet environnement pour savoir en quoi le droit peut lui être utile. C'est aussi intéressant parce que la protection de l'environnement n'est pas la vocation première du droit de la mer, c'est important de ne pas perdre cela de vue.

Je suis actuellement en mission au sein de la LPO (Ligue de protection des oiseaux) à Rochefort.



©Crédit photo : Christian Sardet. CNRS. Tara Océan expéditions.

INTERVENANT(E)S

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUE, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





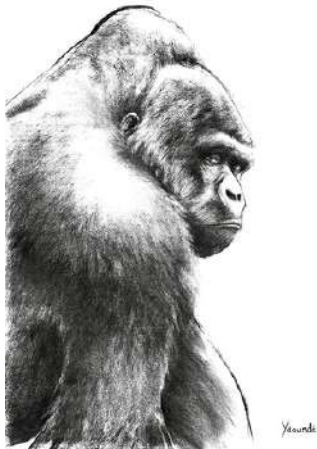
Adeline Terpo

Artiste naturaliste

📍 Saint-Malo

Adeline Terpo est artiste naturaliste, diplômée dans les domaines de la biologie et des arts. Illustrations scientifiques, carnets de voyage et projets artistiques sont toujours le résultat d'une pratique « in situ » permettant de nourrir son travail de véritables rencontres avec le vivant. Son dernier projet, intitulé « Singuliers » interroge notre rapport au vivant, en mettant en évidence ce qui motive nos égards. Né de la rencontre avec les gorilles captifs de France, « Singuliers » donne à comprendre ces égards, d'abord à l'échelle de l'individu autre que humain, dans sa dimension singulière et irremplaçable. À l'issue des rencontres avec ces personnalités, une série de plus de quarante portraits est venue alimenter un ouvrage mêlant le travail graphique et la démarche de l'artiste, ainsi qu'une réflexion élargie, écrite tout au long du projet. La ville de Saint-Malo accueillera en avant première l'exposition « Singuliers », du 9 mai au 10 juin 2025, au 4ème Lieu de la Grande Passerelle.

INTERVENANT(E)S



© Crédits photos & illustrations / textes : Adeline Terpo

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUE, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





Clémence Vazard

Artiste

 Arles

Clémence Vazard est une artiste transdisciplinaire qui vit et travaille entre Paris, Arles et Mexico. Artiste-chercheuse, elle étudie le pouvoir des récits intimes pour questionner l'Histoire dominante et envisager des mythes fondateurs alternatifs.

Sa pratique se distingue par une riche diversité de formes et de techniques, de la performance participative aux photographies brodées imprimées sur textile, en passant par la céramique, les installations sonores, la teinture végétale... avec le récit comme point de rencontre entre l'intime et l'universel.

L'artiste a développé une pratique nomade ancrée dans des territoires étudiés pour en explorer l'environnement visuel et sonore spécifique, le rythme, la culture, les légendes et les êtres humains et non-humains qui y vivent. Les œuvres d'art qui émergent de ses recherches sont chargées d'histoires et d'émotions méticuleusement collectées pour aborder des questions politiques par le biais de témoignages personnels. Elle est sortie diplômée avec distinction du MA "Art & Science" de Central Saint Martins en 2022. L'artiste a exposé à l'international dans des institutions, galeries, biennales et foires d'art contemporains à New York, Mexico, Quito, Montréal, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Paris, Arles et en Grèce, entre autres. Ses œuvres font partie de collections publiques et privées en Europe et aux Amériques.

L'artiste a effectué des résidences artistiques à la Casa Roga à Mexico en 2021, aux Ateliers de la Madeleine à Arles en 2022, en Amazonie Équatorienne sur le programme de résidence de création de l'Institut Français en 2024.

Elle a participé à des tables rondes sur invitation de l'Université Central Saint Martins à Londres, de la foire d'art contemporain Material à Mexico, de la Biennale d'Art et Design ARDIS à Cuenca, du Centro Cultural Metropolitano de Quito, de la Fondation Good Planet, de la Gaité Lyrique, du 19m et de l'Institut Culturel du Mexique en France à Paris. Elle est membre de plusieurs collectifs artistiques internationaux travaillant sur les questions féministes et environnementales.

Ses projets actuels incluent une résidence de recherche à la Fondation LUMA Arles - Atelier LUMA à l'automne 2024.



©Crédits photos : Clémence Vazard

INTERVENANT(E)S



© Crédit photo : Victor David

Victor David

 Marseille

Docteur en droit et sciences sociales de l'Université de Paris Sciences et lettres/EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales)

Victor DAVID est Chargé de Recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), et membre de l'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie (IMBE). Il est basé à Marseille à la Faculté de Pharmacie à la Timone.

Il a suivi une triple formation initiale universitaire en droit, sciences politiques et langue & civilisations anglophones à l'Université de Paris X Nanterre.

Ses activités de recherche et son expertise actuelles sont axées sur l'évolution du droit de l'environnement et il est un spécialiste reconnu des droits de la Nature en France. Ses travaux de recherche portent également sur les questions de santé environnementale. Il s'intéresse par ailleurs aux droits des populations autochtones et aux contextes de pluralisme culturel et juridique.

Il est également porteur pour l'IRD, dans le cadre de Voluntary Commitments auprès de la Conférence des Nations-Unies sur les Océans, de projets d'études de faisabilité de la reconnaissance de l'océan Pacifique (2017 - #OceanAction41675) et plus récemment, avec le Projet MerMéd, de la Mer Méditerranée (2022 - #OceanAction46735) comme entités naturelles juridiques.



INTERVENANT(E)S

L'ÉQUIPAGE



Clémence Billot



Anne-Marie Marc



Laure Cabasse



Anna Corlay



Marie Dautzenberg



Alice Vitoux



Benjamin Ansart

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





©Crédit photo : Clémence Billot

Clémence Billot Juriste en droit international



Dinard

Juriste en droit européen et international. Sensible à la nature, Clémence Billot s'intéresse aux données relatives au milieu marin dans l'élaboration des lois et des politiques. Elle se spécialise actuellement en droit de la mer afin de renforcer ses connaissances de la réglementation et d'accompagner les acteurs en faveur de la préservation et de la protection des océans. Clémence a un fort attrait pour les enjeux liés à la sécurité des espaces maritimes.

Connectée à l'océan et convaincue de ses bienfaits sur la santé, elle est adepte des bains de mer toute l'année !



©Crédit photo : Anne-Marie Marc

Anne-Marie Marc



Rennes

Océanologue, dirigeante de Aluna Océane, conseil & expertise en environnement milieu marin et spécialiste de la biodiversité et des Aires Marines Protégées

Docteure en océanologie, passionnée par la biodiversité marine, et l'océan, j'ai consacré une partie de mon parcours à étudier et à agir pour sa préservation, en Méditerranée et en Atlantique. J'ai contribué aux politiques maritimes et à la protection des espèces, ainsi qu'à la mise en œuvre des Aires Marines Protégées.

Je suis active au sein du groupe Sea-Unicorn (E-Cost) sur la connectivité marine et Pelagos, et je partage mes connaissances en enseignant à l'Université de Corte.

Aujourd'hui, avec Aluna Océane, j'accompagne les porteurs de projets qui œuvrent pour la protection de l'environnement marin à tous les niveaux : local, régional, national et international, car il n'y a qu'un océan.



©Crédit photo : Laure Cabasse

Laure Cabasse

Conservation marine & littorale et administratrice de la Fresque Océane  Paris & Bretagne

Après une première partie de carrière dans le génie civil, Laure a repris une formation dans un master de conservation marine (Marine Environmental Management) et s'investit dans l'association La Fresque Océane. Elle s'intéresse notamment à la gestion des ressources halieutiques, et à la réglementation et mise en place des Aires Marines Protégées. Elle est fascinée par les abysses, et suit attentivement les débats sur les grands fonds marins.

Passionnée par tout ce qui touche à l'Océan, elle plonge dès qu'elle le peut sous la surface, ou dans tout livre sur le Grand Bleu.



©Crédit photo : Benjamin Ansart

Benjamin Ansart

 Saint-Malo

Stagiaire de l'Institut du Design de Saint-Malo, l'Institut D., en alternance au sein l'École de l'exploration de janvier à juin 2025

Chargé de design d'identité et médiation numérique, en reconversion, Benjamin Ansart a pour mission de contribuer à la communication et au design de tous les supports et outils de l'Ecole de l'exploration à destination des différentes parties prenantes de l'Ecole de l'exploration.

Il s'investit aussi dans la cartographie des acteurs, membres et partenaires de l'Ecole de l'exploration et cherche donner corps à l'approche transversale et transdisciplinaire de l'association.



©Crédit photo : Camille Louvigné

Anna Corlay

Créatrice du podcast "VUE(S) MER" & membre de  Saint-Malo
l'École de l'exploration

Avant de s'établir à Saint-Malo, Anna Corlay a étudié les Sciences Politiques en France, en Belgique et en Angleterre. Elle a travaillé pour l'Union Européenne, sur la politique maritime pendant 10 ans puis en collectivité territoriale.

Depuis quelques années, elle s'intéresse à l'univers du son. Le podcast, Vue(s) Mer est un projet idéal pour relier ses différents sujets d'intérêt.

Depuis peu, elle effectue un Master de Journalisme et information scientifique au CELSA à Paris.



Ce podcast a obtenu le label "La Mer en Commun"



DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUE, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





©Crédit.photo : Stéphane Maillard

Marie Dautzenberg

Fondatrice & membre du Conseil
d'Administration de l'École de l'Exploration

 Saint-Malo

Animée du désir de partager au plus grand nombre les connaissances et les enjeux liés à la mer et à l'océan, convaincue que la mer est la plus belle aventure humaine et l'un des plus grands défis du XXI^e siècle.

Nous avons tout à apprendre des personnes qui vivent et connaissent la mer : biologistes marins, marins de la marine marchande, ostréiculteurs, pêcheurs, explorateurs, anthropologues, artistes, écrivains, passionnés...



©Crédit.photo : Alice Vitoux

Alice Vitoux

Fondatrice de la Fresque Océane et membre de l'École de l'exploration

 Rennes

Passionnée par l'Océan, Alice Vitoux est ingénieure, surfeuse, et s'investit depuis plusieurs années en tant qu'indépendante dans la préservation des écosystèmes marins. Elle a notamment fondé en 2019 l'association "La Fresque Océane" qui diffuse un atelier basé sur un grand jeu de cartes ludique et collaboratif afin de sensibiliser aux enjeux systémiques de préservation de l'Océan. Elle accompagne des projets engagés pour l'Océan comme la création sur mesure d'ateliers de sensibilisation, des missions de conseil dans la diminution des impacts sur l'Océan ou encore le partage de connaissances comme l'école de l'exploration

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



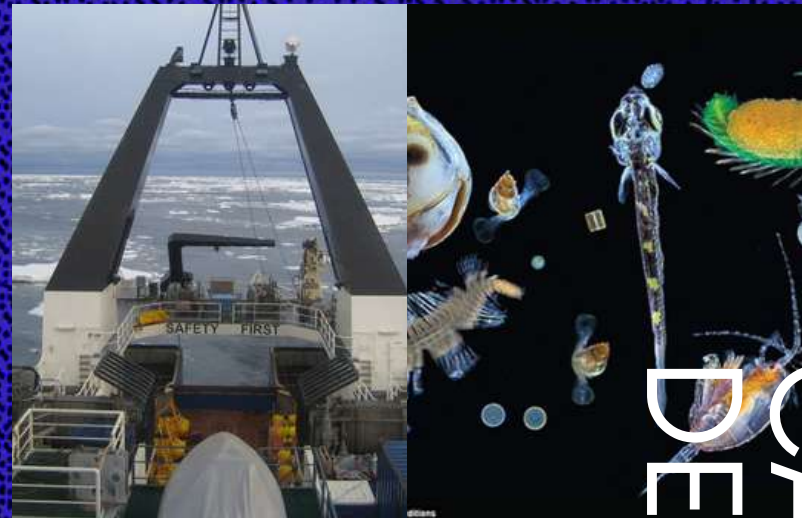
01 INTRO

02 INTERVENANT(E)S & ÉQUIPAGE

03 RESSOURCES

04 AGENDA, INFOS & INSCRIPTIONS

© Crédit Photo : IPEV.



© Crédit Photo : Tara Océans

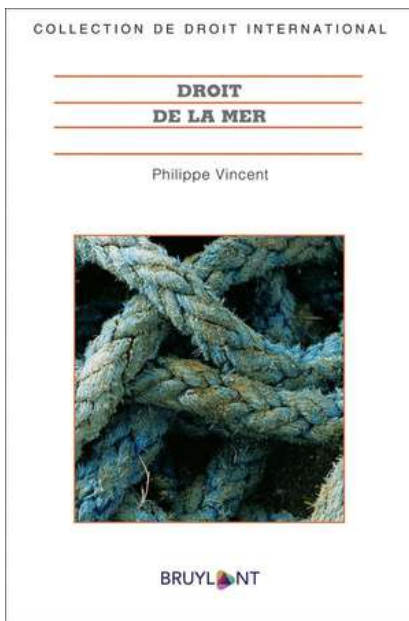


© Crédit Photo : Rachel Haderlé. ISYEB - MNHN via OMMAG

CARNET DE BORD

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





Droit de la mer.

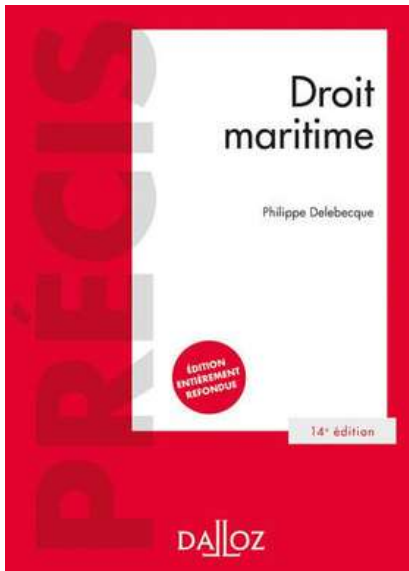
Philippe Vincent. Éditions Bruylant. Droit international (2020).



Droit de la mer en tant que tel, droit de l'environnement marin, de la gestion des ressources biologiques de la mer et de la politique maritime de l'Union européenne.

Commenté de nombreux exemples, cet ouvrage traite du droit de la mer en tant que tel, du droit de l'environnement marin, de la gestion des ressources biologiques de la mer et de la politique maritime de l'Union européenne.

RESSOURCES



Droit maritime.

Philippe Delebecque. Éditions Dalloz. 14ème édition (2020).

Le Précis de droit maritime traite de l'ensemble du droit maritime : statut du navire, statut des gens de mer, statut de l'armateur, exploitation du navire : affrètement, transport et contrats d'intermédiaires, sans oublier les assurances liées à cette exploitation. Il traite aussi des principaux contrats sur le navire (vente, construction, classification...) et développe les questions de responsabilité liées aux abordages, à la pollution...

La matière étant par essence internationale, le Précis de droit maritime expose les principales conventions applicables et développe l'abondante jurisprudence qu'elles suscitent.

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUEs, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



LA CONSERVATION DES MILIEUX MARINS
EN DROIT INTERNATIONAL
ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Préface de Chahira Boutayeb



Editeurs scientifiques

Jean-Yves WEIGEL, François FÉRAL, Bertrand CAZALET

Les aires marines protégées
d'Afrique de l'Ouest
Gouvernance et politiques publiques



La conservation des milieux marins en droit international et droit de l'Union européenne.



Danilo Vicente et Garcia Carceres. Éditions L'Harmattan. (2018)

Cette recherche opère une incursion en droit de l'environnement, notamment axée sur la conservation et la gestion durables des milieux marins. Sont analysées les principales problématiques telles que les délimitations maritimes, les ressources des milieux marins et la gestion des zones marines protégées, mettant ainsi en exergue la nécessité d'une nouvelle gouvernance des océans et sous-tendant de fait la participation accrue de l'ensemble des acteurs socio-politiques concernés.

Les aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest : gouvernance et politiques publiques.

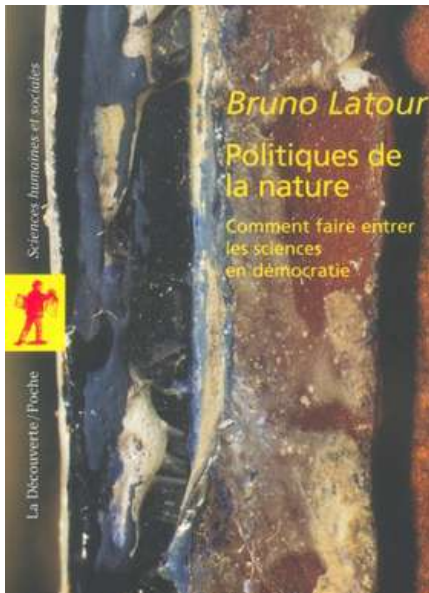
Jean-Yves Weigel, François Féral, Bertrand Cazalet. PUF Perpignan (2015)

L'expression des recommandations du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg en 2002 et de celles du Congrès mondial sur les parcs de Durban en 2003 souligne l'indispensable association de toutes les parties prenantes aux différentes étapes de la constitution et de la mise en œuvre d'une aire protégée, en particulier dans le cas des aires protégées gérées principalement à des fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels (catégorie VI de l'UICN) ; elles appellent à la reconnaissance et au respect de la propriété coutumière, des droits d'usage et d'accès des populations locales. L'importance de la gouvernance est ainsi explicitement reconnue. L'objectif de la mise en œuvre d'une bonne de gouvernance des aires marines protégées (...).Grâce à un dialogue interdisciplinaire, ce livre ouvre des perspectives méthodologiques et contribue à une réflexion sur la gouvernance des aires marines protégées et sur la gouvernance environnementale.

RESSOURCES

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUE, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO





Politique de la nature.

Comment faire entrer les sciences en démocratie ?

Bruno Latour. Éditions La Découverte. Poche. (2004).

Comment combler le fossé apparemment infranchissable séparant les sciences (chargées de comprendre la nature) et la politique (chargée de régler la vie sociale), séparation dont les conséquences deviennent de plus en plus catastrophiques ? La nature a toujours constitué l'une des deux moitiés de la vie publique – celle qui nous unit –, l'autre moitié formant ce qu'on appelle la politique, c'est-à-dire le jeu des intérêts et des passions – qui nous divise. L'écologie politique a prétendu apporter une réponse mais, à cause des controverses scientifiques qu'elle suscite, à cause de l'incertitude sur les valeurs qu'elle provoque, elle oblige à abandonner la nature comme mode d'organisation publique.

Selon Bruno Latour, la solution repose sur une profonde redéfinition à la fois de l'activité scientifique (à réintégrer dans le jeu normal de la société) et de l'activité politique (comprise comme l'élaboration progressive d'un monde commun). Ce sont les conditions et les contraintes de telles redéfinitions qu'il explore ici.



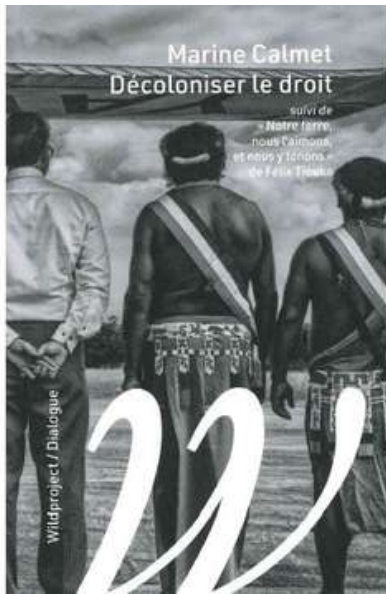
RESSOURCES



La fabrique du droit.

Bruno Latour. Éditions La Découverte. Poche. (2004).

Le recours aux liens juridiques prend dans nos sociétés une importance grandissante. Il existe pourtant peu d'études empiriques sur la fabrique quotidienne du droit. Alors que la très grande technicité de la matière juridique réserve le droit aux juristes de profession, la sociologie l'explique trop rapidement par les rapports de forces qu'il ne ferait que dissimuler. La méthode ethnographique se trouve donc particulièrement bien ajustée à l'analyse du droit. Après l'étude des laboratoires scientifiques, du discours religieux, de la parole politique, Bruno Latour continue, avec le droit, son programme d'anthropologie systématique des formes contemporaines de véridiction.



Décoloniser le droit.

Comment faire entrer les sciences en démocratie ?



Marine Calmet. Éditions WildProject. Dialogue. Poche. (2024).

« Ce n'est pas avec un droit hors-sol qu'on peut résoudre des problèmes qui viennent du sol. »

Le droit est un objet éminemment politique. C'est lui qui a soutenu le colonialisme, et qui aujourd'hui soutient l'extractivisme et la destruction du monde. Mais ce pourrait être lui, demain, qui nous conduit vers les fondements d'une société véritablement écologique.

Ce petit livre abordable est une porte d'entrée pédagogique et radicale pour comprendre les enjeux juridiques à l'aune des problématiques écologiques. Une vraie leçon d'humilité sur la diversité des normes, et donc la diversité des droits.

Le droit occidental moderne est un outil de domination à déconstruire.

De son combat aux côtés des autochtones contre Montagne d'Or (immense projet minier en Guyane) à ses engagements pour la reconnaissance des droits de la nature (avec l'association Wild Legal), Marine Calmet nous invite à questionner les fondements même du droit occidental moderne.

Texte suivi de « Notre terre, nous l'aimons, et nous y tenons » de Félix Tiouka.

RESSOURCES



Écologie et démocratie.

Joëlle Zask. Éditions Premier Parallèle. (2022).



" Voilà l'urgence : comprendre que l'écologie et la démocratie sont soeurs. "

La démocratie et l'écologie seraient-elles incompatibles ? On entend souvent qu'il y aurait dans l'écologie quelque chose d'élitiste, de contraire aux désirs majoritaires. Ou alors qu'il faudrait, pour prendre le tournant écologique à temps, avoir recours à des méthodes autoritaires, user de la manière forte.

Cet essai entreprend au contraire de démontrer que non seulement il n'y a pas de contradiction entre l'écologie et la démocratie, mais que l'une ne va pas sans l'autre. Avant de critiquer ou d'acclamer son gouvernement, le citoyen au sens fort participe activement à la création de ses propres conditions d'existence. Il transforme le monde en le préservant. Il jardine, construit, aménage, s'associe à d'autres, inventant avec la nature comme avec autrui des formes de vie communes. Aux côtés du système représentatif, il y a ou il devrait y avoir un système participatif qui permette à chacun d'entre nous d'"augmenter le monde.

Voilà donc l'urgence qui anime ce propos : pour que notre monde ne devienne pas un monde de désolation, nous devons introduire dans l'idée de citoyenneté la production, l'entretien, la préservation et la transmission d'espaces concrets partageables – en somme, la juste occupation de la terre.

RESSOURCES



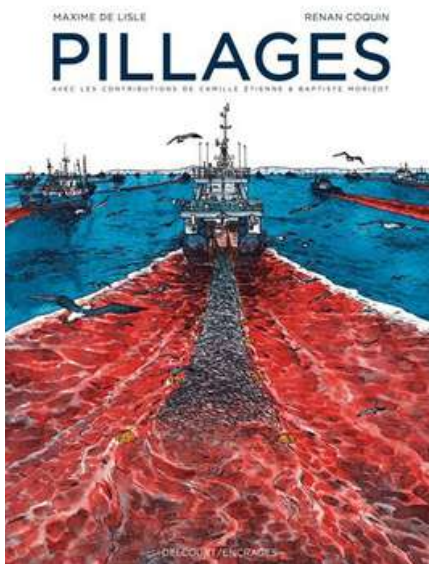
On a mangé la mer. Une enquête au cœur de la crise de la pêche en France.



Maxime de Lisle (scénario) & Olivier Martin (illustration).
Éditions Futuropolis. (2025)

En France, les mers qui bordent nos côtes ont été vidées de 80% de leurs poissons de fond. On les a mangés. D'un appétit vorace et aveugle. Par des décennies de politique de surpêche, de consommateurs mal informés demandant plus de poissons à des prix moindre, et d'industriels courant derrière la croissance.

C'est une histoire qui nous concerne tous, où la responsabilité de chacun est engagée. Les pêcheurs n'en sont que le bras armé, ils n'agissent que comme exécutants des attentes de la société. On a mangé la mer est une plongée dans le système qui tue, chaque année, des centaines de milliers de tonnes de poissons en France (...).



Pillages.

Maxime de Lisle (scénario) & Renan Coquin (illustration). Préfacé par Camille Étienne et Baptiste Morizot. Éditions Delcourt (2024).

Une plongée en docu-fiction au cœur du pillage des mers africaines, inspirée des missions contre la pêche illégale du scénariste, commandant en second sur les navires de Sea Shepherd.

17 000 chalutiers chinois et européens sont en train de vider les mers africaines pour les tables occidentales. Sur ces bateaux, des équipages exploités. Sur le continent, des millions à dépendre de la pêche. Face aux braconniers, quelques ONG luttent. Un docu-fiction sur la consommation effrénée raconté par un commandant en second de Sea Shepherd.



Réfugiés climatiques

Collectif Argos (2007).



"Selon l'ONU, environ 150 millions de réfugiés du climat devraient être déplacés d'ici à 2050. Pendant cinq ans, le collectif Argos est allé à la rencontre des premiers « réfugiés climatiques », ces hommes et femmes poussés à l'exil à cause du réchauffement du climat. De l'Alaska où se pose le problème du dégel des sols arctiques, aux îles Tuvalu, Maldives et Halligen pour illustrer la montée du niveau des océans, en passant par le Tchad et la Chine gagnés par la désertification, le Bangladesh qui subit l'inondation des deltas, le Népal victime de la fonte des glaciers, enfin les États-Unis où les cyclones sont de plus en plus violents. Soit, au terme de ce périple : neuf escales afin d'éveiller les consciences sur l'ampleur prévisible des mouvements de population et la perte d'une pluralité ethnique et culturelle. Rencontre éditoriale revigorante dans un contexte dramatique. Les auteurs Créé en 2001, le collectif Argos rassemble des photographes et des rédacteurs. Dix journalistes engagés dans une démarche documentaire fondée sur la nécessité de témoigner des mutations du monde. Que ces transformations soient écologiques, économiques, politiques ou culturelles, qu'elles soient discrètes ou spectaculaires, néfastes ou porteuses d'espoir, locales ou globales, l'homme est au coeur de leur travail."



Le Murmure de la mer

Hippolyte. Éditions Les Arènes (2024).

Regardez-la, regardez-la bien.

Ne percevez-vous pas, répercuté de vague en vague, le murmure ténu de milliers de vies glissant sur ces eaux bleues et limpides. Un murmure si fragile que souvent il s'éteint, avalé par les flots. à bord de l'" Ocean Viking ", le navire de sauvetage de SOS Méditerranée, on vit au quotidien avec ce murmure, ces mots portés par le vent, ces vies qui risquent tout pour la traversée.

On le guette, on l'attend, on l'espère même. Car entendre le murmure, c'est pouvoir tendre la main. Sauver. Un impératif d'humanité. Quitte à se voir reprocher de "sauver trop de vies". Pour recueillir ce murmure, Hippolyte a embarqué sur l'"Ocean Viking".



Les risques climatiques à l'épreuve du droit.



Sous la direction de Marta Torre Schaub, Anne Stevignon et Blanche Lormeteau. Éditions Mare & Martin. Collection de l'Institut des Sciences juridiques et philosophiques de la Sorbonne (2023).

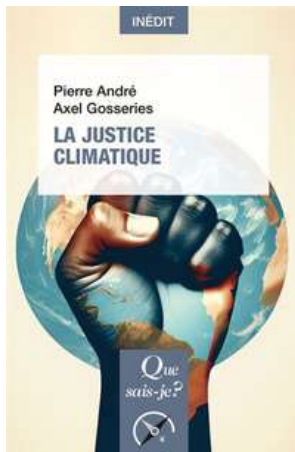
Comment le droit fait-il face aux différentes dimensions du risque climatique ? C'est pour répondre à cette question inédite que le présent ouvrage présente les différents risques engendrés par le changement climatique. L'urgence climatique appelle à agir tant en matière d'atténuation qu'en matière d'adaptation afin de réduire l'exposition de nos sociétés aux risques climatiques. Ces risques, doivent être d'abord identifiés. Leur survenance doit être anticipée. Les conséquences de leur réalisation au niveau territoriale et national, mais également au niveau réglementaire, contentieux et financier, doivent être prévues. La vulnérabilité des sociétés aux risques climatiques pose désormais la question de l'inflation du risque contentieux contre les Etats, les collectivités territoriales et les entreprises. Sont également désormais identifiés les risques réglementaires et financiers d'atténuation et d'adaptation aux risques climatiques aussi bien pour les acteurs privés que publics. Cet ouvrage rend compte de ces nouvelles questions et présente une analyse juridique innovante et originale sur le dénommé Risque de Transition.

La justice climatique

Pierre André & Axel Gosseries. Editions PUF (2024)

Entre les actions judiciaires intentées contre l'inertie des États ou des grandes entreprises, les mouvements sociaux qui revendiquent une transition plus équitable et les sommets climatiques internationaux où elle est sans cesse invoquée pour négocier des accords, la justice climatique s'est installée comme un sujet politique majeur. En complément des analyses juridiques, politiques, sociologiques et économiques, une réflexion éthique est indispensable pour en saisir toute la portée. Comment justifier l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 2 ou 1,5 oC d'ici la fin du siècle ? Selon quels principes distribuer les droits d'émission et l'effort de lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale ? Seuls les États ou bien aussi les individus ont-ils des responsabilités ? Pierre André et Axel Gosseries exposent les concepts, principes et arguments qui structurent aujourd'hui la question de la justice climatique.

RESSOURCES





Les droits de la nature. Vers un nouveau paradigme de protection du vivant.

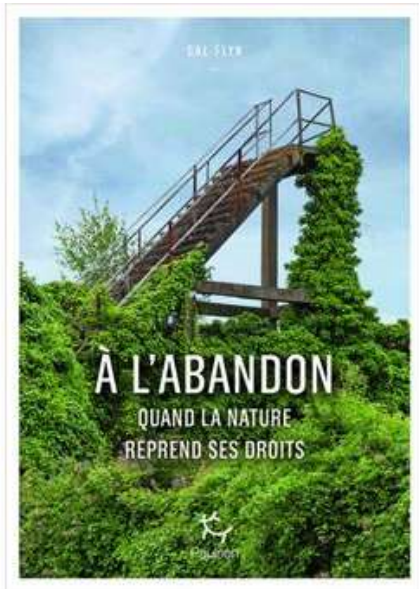


**Notre Affaire à tous. Préface de Camille de Toledo.
Postface de Juan Carlos Henao.
Éditions Le Pommier (2022).**

Dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, maltraitance animale, pollutions... De plus en plus de voix s'élèvent pour demander la reconnaissance des droits de la Nature, pour mieux protéger le vivant - les forêts, les rivières ou encore les glaciers - et lui permettre de se défendre en justice.

Pourquoi la personnalité juridique ne serait-elle réservée qu'aux humains et aux entreprises ? Sans attendre la révolution qu'une telle reconnaissance suppose, des juges, dans de nombreux pays, n'hésitent déjà pas à invoquer l'urgence à changer de paradigme, à acter un contrat naturel. Les juristes de Notre Affaire à Tous dressent ici un état des lieux de la question, au moment où les droits de la Nature s'affirment de plus en plus au sein de la société civile, et lèvent les doutes que cette perspective pourrait inspirer au regard des mécanismes offerts par le droit de l'environnement et de la démocratie environnementale.

Car une évidence s'impose : le passage de l'anthropocentrisme à l'écocentrisme ne pourra se faire en dehors du droit.



A l'abandon. Quand la nature reprend ses droits.

Cal Flynn. Traduit par Nathalie Guillaume.
Éditions Paulsen (2024).



Une exploration aussi insolite que fascinante des no man's land.

Que se passe-t-il lorsqu'un territoire est laissé à l'abandon ? Villes-fantômes, zones d'exclusion, no man's land, friches post-industrielles, Cal Flynn a voyagé pendant deux ans dans ces espaces désertés ou presque, sur lesquels, progressivement, la nature reprend ses droits.

Cal Flynn diversifie les lieux, les époques et les contextes de désertification afin de rendre compte le plus justement possible de la façon dont la nature reprend possession des no man's land. Forêts contaminées par la radioactivité à Prypiat, sites industriels désertés dans les îles écossaises, fosses gigantesques dédiées à l'enfouissement des armes chimiques dans la zone rouge de Verdun, parcs botaniques à l'abandon où prolifèrent des pestes végétales en Tanzanie, quartiers de Detroit transformés en squats à ciel ouvert, fermes collectives délaissées en Estonie à la fin de l'ère soviétique, autant d'escaliers insolites sur des sites qui portent encore l'empreinte de la désolation. La journaliste révèle, à travers ce récit plein d'espoir, les processus grâce auxquels la nature œuvre à sa propre restauration.

Un aperçu fascinant de ce que nous ne sommes plus là pour voir.

RESSOURCES



Comment le droit nous rapproche de la nature.

Sacha Bourgeois-Gironde. Éditions PUF (2024).



L'une des fonctions classiques du droit est de rendre possible la coexistence entre les membres de la société. La crise environnementale fait apparaître l'une de ses fonctions encore plus essentielles : veiller à ce que le monde reste habitable. Le droit de l'environnement a-t-il les ressources techniques et conceptuelles adaptées pour le garantir ? L'auteur propose des pistes différentes. En premier lieu, le droit peut créer des droits et les conférer à des entités naturelles non-humaines. Elles acquièrent alors une représentation légale. Ce mouvement a pris une importance internationale dans les dernières années. D'autres pistes internes sont à étudier. Des domaines du droit a priori étrangers à la protection de l'environnement peuvent y contribuer de manière innovante : les droits de succession, si l'on considère la terre comme possédant ses occupants plutôt que l'inverse ; le droit de la santé, si l'on considère l'air que l'on respire comme un prolongement de notre corps ; ou le droit de la propriété intellectuelle appliqué aux productions de la nature. Ce livre montre comment le droit contient les ressources d'une relation renouvelée avec les entités de la nature.

RESSOURCES

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUE, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



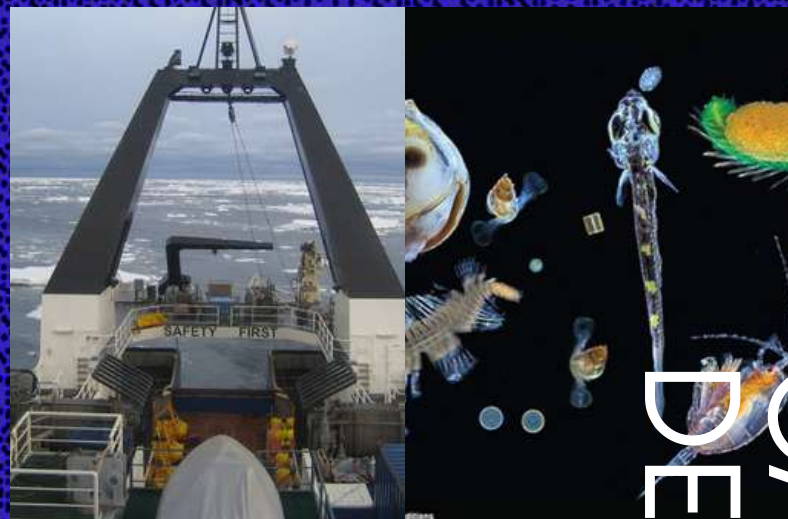
01 INTRO

02 INTERVENANT(E)S

03 RESSOURCES

04 AGENDA, INFOS & INSCRIPTIONS

© Crédit Photo : IPEV.



© Crédit Photo : Tara Océans



© Crédit Photo : Rachel Haderlé. ISYEB - MNHN via OMMAG

CARNET DE BORD

DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



L'AGENDA

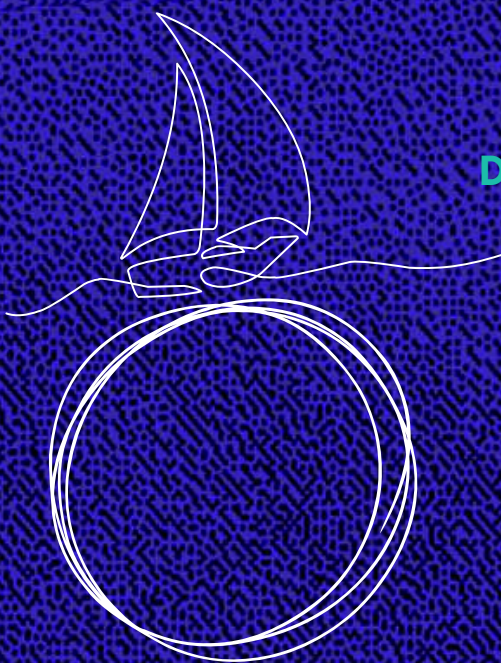
JEUDI 27 & VENDREDI 28
MARS 2025
DE 8H30 À 18H00

Pour toutes questions sur la session ou l'école de l'exploration :
ecoleexploration@gmail.com ou 0664332127 (Marie)

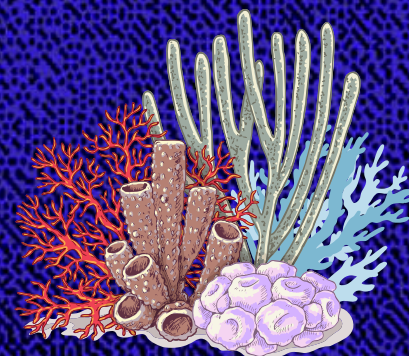


SOIRÉE D'EMBARQUEMENT - Mercredi 26 mars Justice climatique & "droits des générations futures"

JOUR 1 - Jeudi 27 mars
Du droit de la mer aux
droits océaniques ?



JOUR 2 - Vendredi 28 mars
Droits de l'océan, droits de la nature ?



DROIT DE LA MER, DROITS OCÉANIQUES, DROITS DE LA NATURE
27 & 28 mars 2025 - SAINT-MALO



L'AGENDA

JEUDI 27 & VENDREDI 28 MARS 2025

Important : nous vous donnons rendez-vous dès mercredi 26 mars au soir et passerons la soirée du jeudi soir tous ensemble.

Pour toutes questions sur la session ou l'école :
ecoleexploration@gmail.com ou 0664332127 (Marie)



Vendredi 28 mars

Dinard

Rdv dès 8h30 à l'Institut Solacroup
8h30 à 17h00

Jeudi 27 mars

Dinard

Rdv dès 8h30 à l'Institut Solacroup
8h30 à 18h00

Mercredi 26 mars soirée

Saint-Malo

Rdv vers 19h00

Soirée d'embarquement élargie
"Justice climatique
& droits des générations futures"



Jeudi 27 mars soirée

Bords de Rance

Apéro - soirée en équipage dès 19h00
& inauguration du podcast "Vue(s) Mer"



Vendredi 28 mars fin de journée

Saint-Malo

Départ en train dès 18h00 ou
retrouvailles au soleil couchant pour
ceux et celles qui restent
à Saint-Malo



LES LIEUX – SAINT-MALO

MERCREDI 26 MARS & JEUDI 27 MARS AU SOIR



LES LIEUX - DINARD INSTITUT SOLACROUP

JEUDI 27 & VENDREDI 28 MARS - JOURNÉES 1 & 2

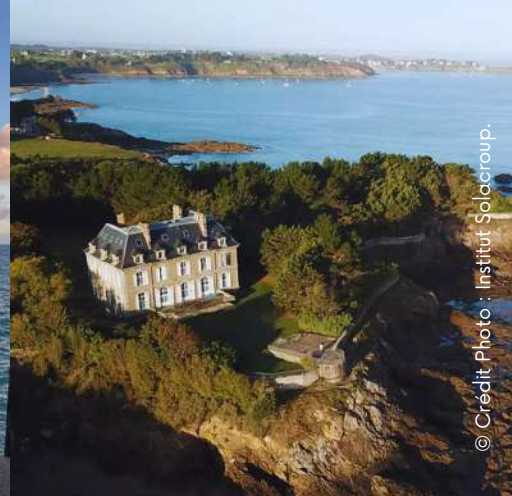


© Crédit Photo : Institut Solacroup.



SE REPÉRER & ORGANISER VOTRE VENUE A SAINT-MALO

Pour toutes questions sur la session ou l'école :
ecoleexploration@gmail.com ou 06.64.33.21.27 (Marie)



© Crédit Photo : Institut Solacroup.



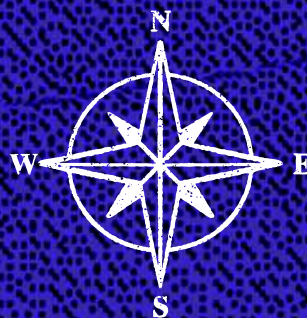
Pour celles et ceux qui viennent en train, il faut prévoir d'arriver à la gare de Saint-Malo qui est 10 min à pied de l'intramuros (5 min en bus) & 5 min du port de Saint-Malo.



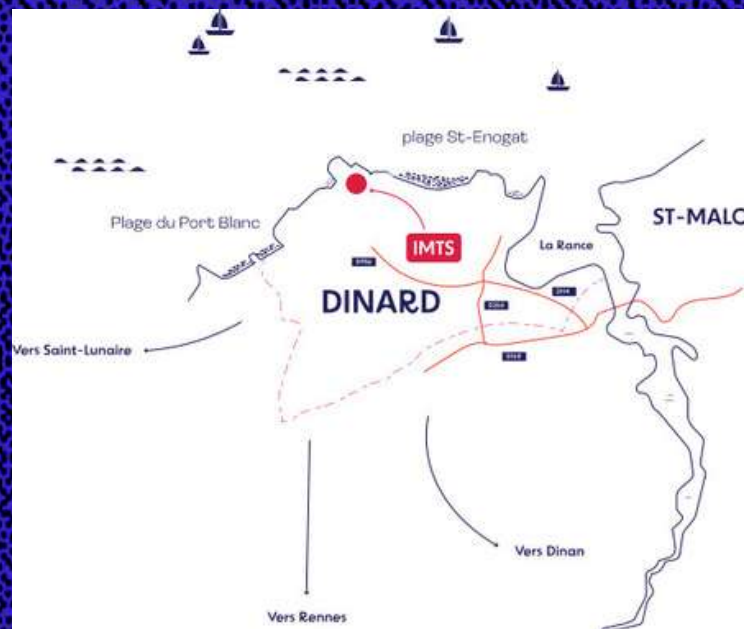
Pour dormir, si vous n'avez pas de proches sur place, nous vous recommandons de loger à Saint-Malo dans les quartiers Intramuros, Saint-Servan, ou du côté du port de Saint-Malo (proche gare). **Nous y serons le soir.**



Pour se rendre au lieu la journée à Dinard, Saint-Enogat, nous organisons des covoiturages (le passage du barrage de la Rance à vélo étant délicat). C'est à 20 min de Saint-Malo.



Le point rouge sur la carte correspond au lieu des 2 journées (de 8h30 à 18h00 le jeudi et 17h00 le vendredi).



INSCRIPTIONS {AVANT LE 15 MARS 2025}

Pour toutes questions ou remarques sur
l'organisation :
ecoleexploration@gmail.com ou 06.64.33.21.27



JE VEUX M'INSCRIRE

Ouvert à 20 participant(e)s, tous citoyens, sans pré-requis de connaissances, pour "Faire équipage" sur le littoral lors des deux journées (arrivée à prévoir la veille au soir).

Inscriptions **individuelles** en ligne **indispensable** pour les 2 journées du jeudi 27 et vendredi 28 mars 2025. Le mercredi soir accueille un public élargi.

La participation demandée permet d'organiser ces deux journées : location des lieux, repas du jeudi & vendredi midi, soirée du mercredi soir, ressources des ateliers, sorties sur le littoral... Toutes les informations pratiques (adresses;...) vous seront transmises suite à votre inscription en ligne.



©Vaea Bodereau
pour l'École de l'exploration



Les inscriptions sont ouvertes en ligne sur HelloAsso par ici.

L'école de l'exploration est une association loi 1901. Vous pouvez toujours ajouter un don à votre participation.

L'école de l'exploration, une école pour explorer le monde depuis la mer est une association loi 1901.

CONTACTS

Pour toutes questions sur la session ou l'école :
ecoleexploration@gmail.com



Vous avez une question ou une proposition ? Contactez-nous :

Tél : +33 (0)6.64.33.21.27 / Marie Dautzenberg (Fondatrice & membre du CA)

Email : ecoleexploration@gmail.com

<https://ecoleexploration.fr/>

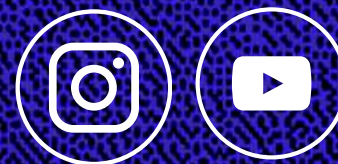
LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/ecoleexploration/>

Facebook : <https://www.facebook.com/ecoleexploration>

Instagram : <https://www.instagram.com/ecoledelexploration/>

Youtube : <https://www.youtube.com/@lecoledexploration-meroc1317/videos>

HelloAsso : <https://www.helloasso.com/associations/l-ecole-de-l-exploration/formulaires/1/widget>



L'ÉQUIPE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2025

12 MEMBRES
DU CA
ÉLU(E)S



Pierre Mollo
Biologiste marin / Président d'honneur



Marie Dautzenberg
Fondatrice
L'École de l'exploration
& Auto-entrepreneure



Maxime Blanchet
Dir. Transport &
douanes
& Marin



Emmanuelle Sultan
Océanographe
Museum National
d'histoire Naturelle &
Présidente de Cryosalide



Manon Lanjouère
Artiste
Dr en Glaciologie & Géosciences,
Expéditions Art & Science



Daphné Buiron
Dr en Glaciologie & Géosciences,
médiation scientifique
climatologie, écrivaine,
photographe



Anne-Marie Marc
Dr en Océanologie
Aluna Océane
Consultante en
environnement marin



Jean-David Darsa
Dirigeant en
Gestion des Risques
Riskeal



Marie-Noëlle Tiné-Dyèvre
Présidente WISTA France
Directrice adjointe en charge
des relations adhérents
Cluster Maritime Français



Lola Daboussy
Ingénieure biologiste
Chargée de projet
Plankton Planet



Maxime Trentesaux
Ingénieur des Mines & Marin
Expéditions scientifiques



Marion Chapel
Chargée de
communication scientifique
& partenariat Miraceti



Amandine Baridon
Étudiante en sciences de la
Transition écologique
Ecole Normale Supérieure

L'École de l'exploration est une association loi 1901 composée de bénévoles
Conseil d'administration élu le 5 mars 2025
suite à l'AG de l'École de l'exploration à Saint-Malo, Bretagne.



L'écosystème de l'École de l'exploration



Espace

Savoirs

Société

Sciences

Création

Ecriture

Recherches

Récits



Littoral

Echanges

Réflexions

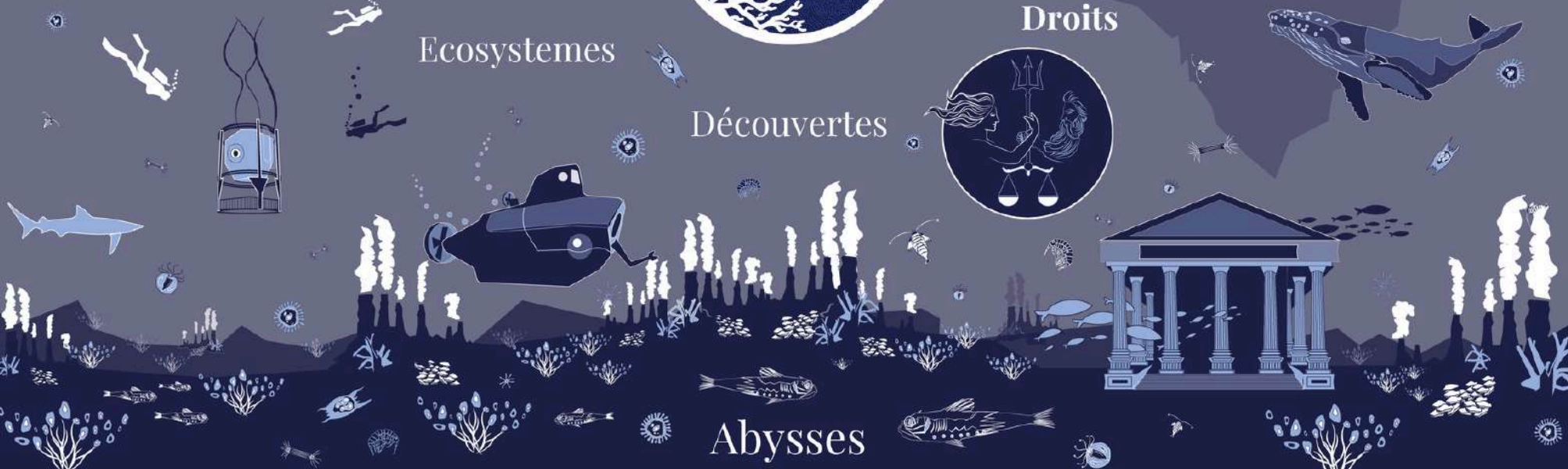
Banquise



Ecosystemes

Droits

Découvertes



Abysses

Ils nous soutiennent.

Embarquez avec l'École de l'exploration !



L'école de l'exploration, une école pour explorer le monde depuis la mer est une association loi 1901.



MERCI

...à tous les bénévoles et donateurs qui rendent cette session et les actions de l'École de l'exploration possibles.

Rendez-vous à Saint-Malo

